

Après le creux de la fin 2018, les indicateurs de confiance se sont redressés en 2019 pour toutes les catégories de ménages, mais avec quelques nuances

En 2019, les mesures de soutien budgétaire ont engendré de forts gains de pouvoir d'achat pour les ménages, sans néanmoins que la consommation accélère dans la même proportion au niveau global. Que montrent les enquêtes de conjoncture quant à la perception des ménages sur ces évolutions ? Si les soldes d'opinion concernant la situation personnelle future et l'opportunité d'effectuer des achats importants présentent un pic de pessimisme fin 2018, sa résorption en 2019 a cependant été assez rapide.

Cette perception peut varier selon les catégories de ménages. Dès le second semestre 2017 et donc bien avant le début de la crise des gilets jaunes, les retraités avaient ainsi affiché une confiance plus dégradée qu'auparavant, sans doute en lien avec les mesures sur la CSG. Fin 2018, les indicateurs avaient ensuite plongé pour l'ensemble des catégories. Leur remontée en 2019 a été un peu plus marquée pour les ménages les plus aisés.

En 2019, la progression du pouvoir d'achat serait la plus élevée depuis 12 ans

L'évolution du pouvoir d'achat des ménages reflète celle de l'ensemble de leurs revenus, rapportée à l'accroissement des prix de la consommation. En 2019, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages accélérerait nettement (+2,1 % prévu sur l'année, après +1,2 % en 2018) du fait de nombreuses mesures de soutien budgétaire, prises notamment en réponse au mouvement des gilets jaunes fin 2018. En tenant compte des évolutions démographiques, le pouvoir d'achat progresserait en 2019 de +1,6 % par unité de consommation (UC). Il s'agit de la plus forte augmentation depuis 2007. Elle intervient après une décennie au cours de laquelle le pouvoir d'achat par UC a quasiment stagné (graphique 1).

Au niveau global, ces gains de pouvoir d'achat ne semblent pas avoir été immédiatement consommés : les dépenses de consommation des ménages augmenteraient en effet moins rapidement, à +1,2 % en 2019, soit une évolution inférieure d'environ un point à celle du pouvoir d'achat. En général, après un choc positif de pouvoir d'achat, la consommation des ménages ne s'ajuste à la hausse qu'avec un certain délai, qui peut atteindre plusieurs trimestres selon le type de dépenses (Beatriz et al., 2019).

Les mesures d'urgence en 2019 ont surtout visé à soutenir le pouvoir d'achat des ménages en emploi et des ménages modestes

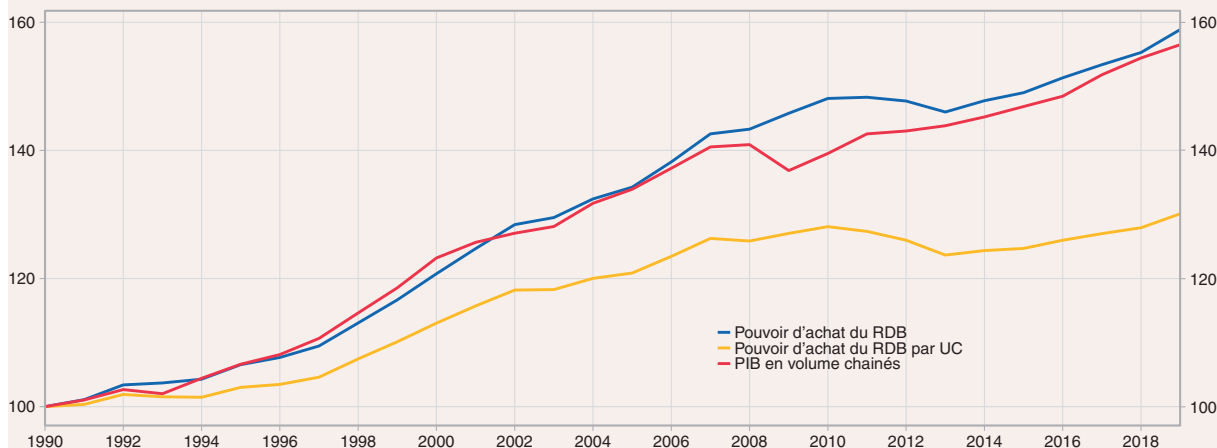
De surcroît, les ménages n'ont pas tous bénéficié de la même façon des mesures de soutien budgétaire et leur pouvoir d'achat a donc été *a priori* diversement affecté. Ainsi, la défiscalisation et la désocialisation des heures supplémentaires, l'augmentation de la prime d'activité ou encore l'incitation au versement d'une prime exceptionnelle ont plutôt bénéficié aux ménages en emploi. L'annulation début 2019 de la hausse de CSG a concerné les retraités les plus modestes¹. La réduction progressive de la taxe d'habitation s'applique quant à elle depuis la fin 2018 aux 80 % des ménages les plus modestes. Par ailleurs, les ménages n'ont pas tous la même propension marginale à consommer : elle est plus élevée pour les ménages les plus modestes.

Pour étudier, au niveau du ménage, les déterminants de la consommation, les données de l'enquête « Budget de famille » de l'Insee sont tout indiquées. Mais cette enquête n'est réalisée que tous les cinq ans et se prête donc difficilement à l'analyse conjoncturelle. En revanche, l'enquête de conjoncture auprès des ménages est effectuée chaque mois et permet de disposer, au niveau individuel, d'informations qualitatives sur les composantes de la confiance des

1. C'est-à-dire les ménages dont les revenus mensuels sont compris entre 1 200 et 2 000 euros.

1 - Progression du PIB, du pouvoir d'achat et du pouvoir d'achat par unité de consommation

indice base 100 en 1990



Source : Insee, comptes nationaux

ménages. Les enquêtes de conjoncture contiennent en effet des questions socio-démographiques portant sur l'âge, le sexe, le niveau de vie, le statut d'activité du répondant, ou encore la zone d'habitation du ménage, questions qui peuvent servir à distinguer des catégories². Pour cette analyse par catégorie de ménages, les données de l'enquête de conjoncture ne sont pas désaisonnalisées, contrairement aux publications habituelles de l'Insee sur les soldes d'opinion au niveau agrégé.

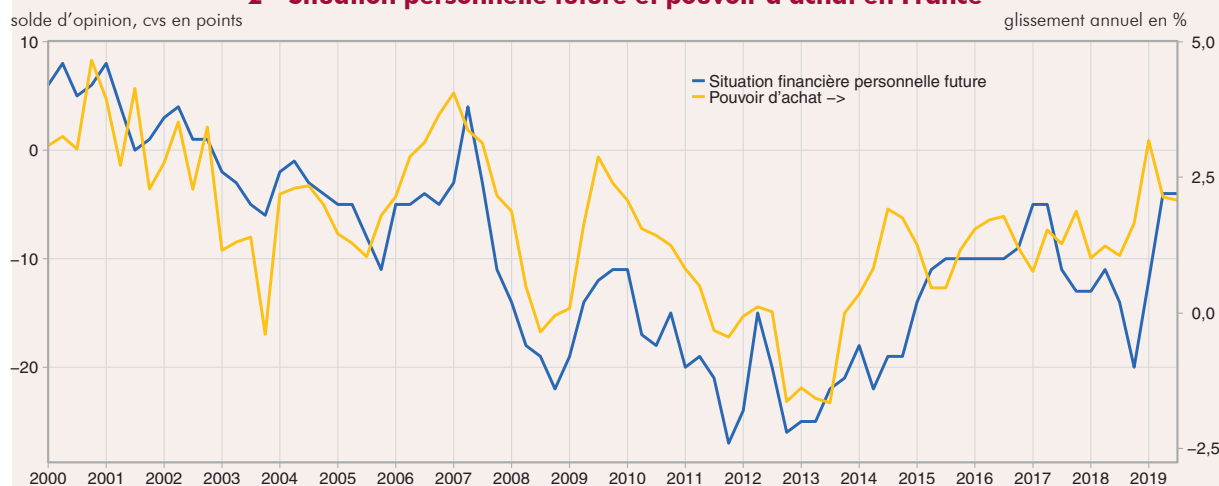
Après le point bas de la fin 2018, le moral des ménages s'est redressé assez nettement, revenant aux niveaux élevés atteints courant 2017

Les enquêtes mensuelles de conjoncture de l'Insee interrogent les ménages sur, entre autres, leur situation personnelle future, leur opinion quant à l'évolution globale du niveau de vie en France, sur l'opportunité d'effectuer des achats importants ainsi que sur l'évolution des prix (*annexe 1*).

Le solde d'opinion sur la situation financière personnelle future peut être théoriquement lié à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages tandis que celui sur l'opportunité d'effectuer des achats importants peut être rapproché de leur consommation, telle qu'elle est mesurée dans les comptes nationaux. Ces deux soldes ont suivi des mouvements semblables depuis 2000. Après le pessimisme qui a suivi la grande récession de 2008-2009 puis la crise de la dette en zone euro, la perception des ménages s'est redressée jusqu'à atteindre un pic en 2017, année de solide croissance et d'élections présidentielles. La dégradation en 2018 a pu en partie provenir de la remontée des prix du pétrole conjuguée au calendrier des mesures fiscales (cf. *Éclairage de la Note de conjoncture* de décembre 2018), malgré la hausse du pouvoir d'achat intervenue au quatrième trimestre 2018 (réduction de taxe d'habitation et de cotisations salariales). La chute observée en novembre et décembre 2018 reflète directement la

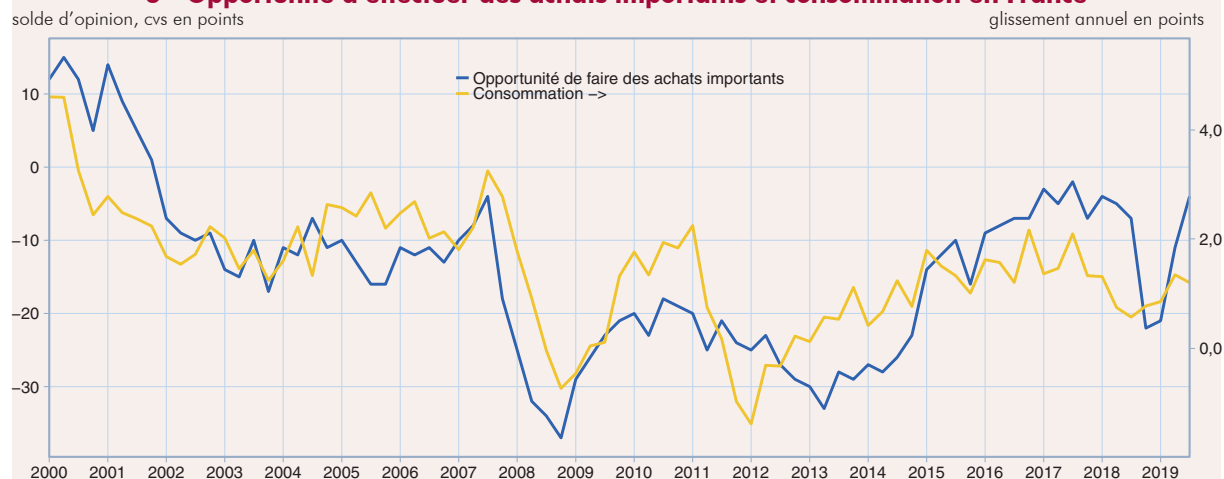
2. La taille des échantillons étant plus faible, les résultats sont cependant moins robustes que pour les soldes agrégés (*annexe 1*). Par ailleurs, les soldes agrégés publiés étant peu sensibles aux fluctuations saisonnières, ceux désagrégés par catégorie de ménages n'en ont pas été corrigés. Seule une moyenne mobile sur trois mois leur a été appliquée, pour une meilleure lisibilité.

2 - Situation personnelle future et pouvoir d'achat en France



Note : le solde est la moyenne pour chaque trimestre des soldes mensuels.
Source : enquête Camme et comptes nationaux trimestriels (Insee).

3 - Opportunité d'effectuer des achats importants et consommation en France



Note : le solde est la moyenne pour chaque trimestre des soldes mensuels.
Source : enquête Camme et comptes nationaux trimestriels (Insee).

crise sociale des gilets jaunes. L'annonce puis la mise en œuvre des mesures de soutien au pouvoir d'achat a toutefois pu contribuer au redressement rapide des indicateurs dès le début 2019. Ceux-ci retrouvent fin 2019 le niveau du pic de 2017 (*graphiques 2 et 3*)

S'il existe une certaine corrélation entre les données « en dur » de la comptabilité nationale et les soldes d'opinion des ménages, ceux-ci sont rarement utilisés directement pour la prévision. En effet, la perception des ménages s'écarte parfois sensiblement des évolutions, au niveau agrégé, du pouvoir d'achat et de la consommation, en particulier pendant des périodes de crise économique ou bien après la mise en place de réformes.

Le solde d'opinion sur la situation personnelle future suit certes l'évolution globale du pouvoir d'achat, avec un léger retard. Mais de forts écarts s'observent entre 2009 et 2011, avec un pessimisme plus marqué au cœur de la crise, puis en 2014, avec une augmentation de la fiscalité, ainsi qu'en 2018. Le solde d'opinion sur l'opportunité de faire des achats importants évolue quant à lui globalement comme le glissement annuel de la consommation, avec toutefois, là aussi, des écarts notables pendant la période suivant la crise de 2008, puis en 2013-2014, avec un pessimisme plus marqué des ménages. Entre 2016 et 2018, en revanche, ils ont été plus optimistes, et le sont de nouveau en 2019, après le creux de la fin 2018.

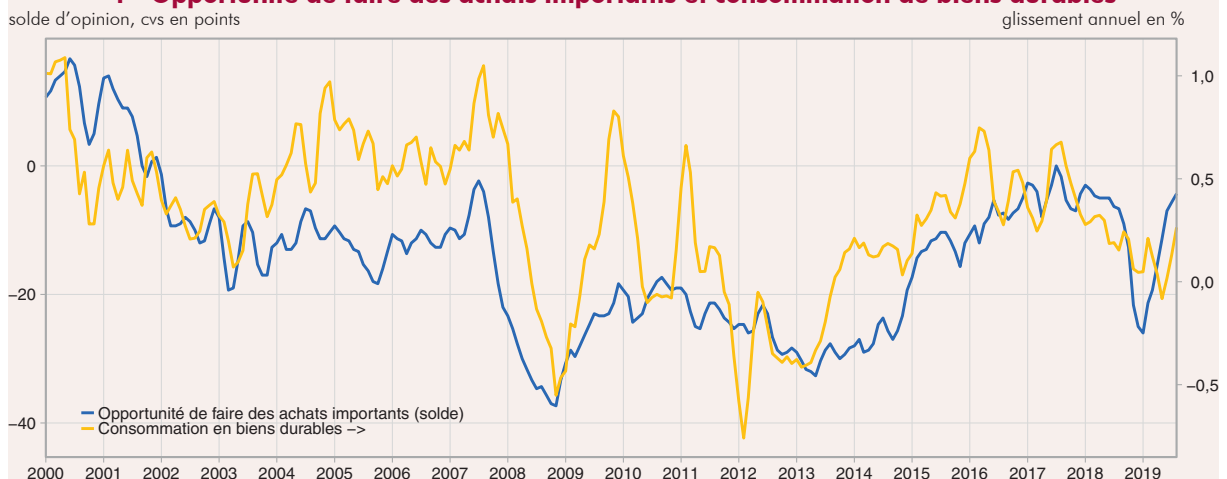
La consommation agrégée inclut cependant des dépenses qui ne sont a priori pas considérées par les ménages comme des achats « importants »³, lesquels excluent l'alimentation, l'habillement, l'énergie, mais aussi le logement⁴. Un ensemble susceptible de se rapprocher de cette définition est celui des biens durables⁵. La consommation en biens durables et le solde d'opportunité d'achats importants présentent donc des évolutions relativement proches (*graphique 4*).

3. Les enquêtes de conjoncture donnent pour exemple : « meubles, électroménager, matériels électroniques ou informatiques ».

4. À l'encontre de l'intuition des enquêtés, selon la comptabilité nationale, ce poste relève de l'investissement et non de la consommation.

5. Définis par l'Insee comme les véhicules, les meubles, et l'équipement ménager et de loisir.

4 - Opportunité de faire des achats importants et consommation de biens durables



Note : le solde est la moyenne pour chaque trimestre des soldes mensuels.

Source : Insee, enquête Camme et comptes nationaux trimestriels

Les soldes d'opinion des retraités connaissent des fluctuations importantes depuis la mi-2017

Si les différents soldes d'opinion se sont redressés pour chacune des catégories de ménages étudiées ici (*graphiques 5 à 10*), ceux des ménages retraités ont davantage varié que ceux des ménages en emploi. Sans doute en lien avec les mesures concernant la CSG, le solde d'opinion sur leur situation financière personnelle future s'est fortement dégradé dès la mi-2017. À l'inverse, début 2019, le rebond a été rapide, avec l'annulation de la hausse de CSG pour les retraités modestes. Le *graphique 11* suggère ainsi que la distinction entre les ménages retraités et les ménages en emploi a sans doute été la plus clivante au cours de la période récente, du moins concernant ce solde d'opinion. D'autres dimensions jouent également, mais une régression logistique montre que toutes choses égales par ailleurs, en contrôlant donc par les disparités d'âge, de sexe, de niveau de vie et de zone d'habitation, être retraité joue négativement sur la perception qu'ont les ménages de leur situation financière future, et que ce pessimisme des ménages retraités a été un peu plus prononcé entre la mi-2017 et la fin 2018 (*annexe 2*).

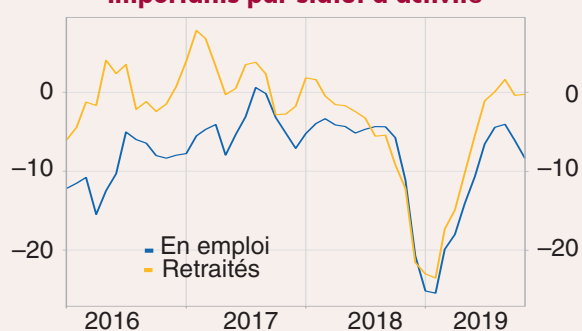
En 2018, les ménages ruraux ont par ailleurs cédé plus rapidement au pessimisme sur leur situation financière future que les ménages urbains (*graphique 9*). Par ailleurs, le rebond en 2019 du solde d'opinion des ménages aisés a été plus marqué que celui des ménages modestes, et l'écart se creuse donc à la fin de cette année (*graphique 7*).

Les évolutions du solde d'opinion sur l'opportunité d'effectuer des achats importants apparaissent moins différenciées entre catégories de ménages. C'est selon le niveau de vie que les écarts sont les plus marqués : les ménages aisés sont dans l'ensemble plus

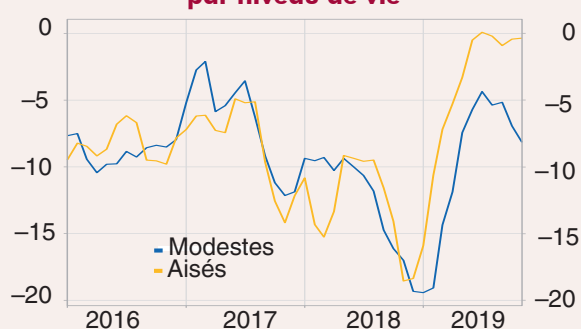
5 - Situation personnelle future par statut d'activité



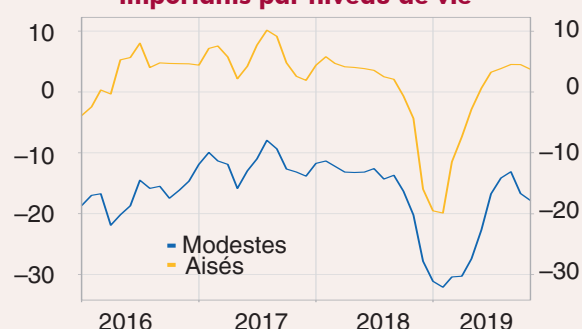
6 - Opportunité d'effectuer des achats importants par statut d'activité



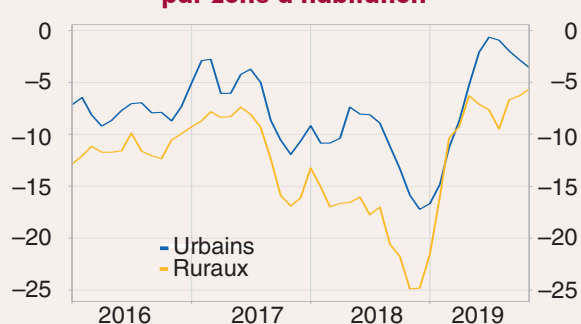
7 - Situation personnelle future par niveau de vie



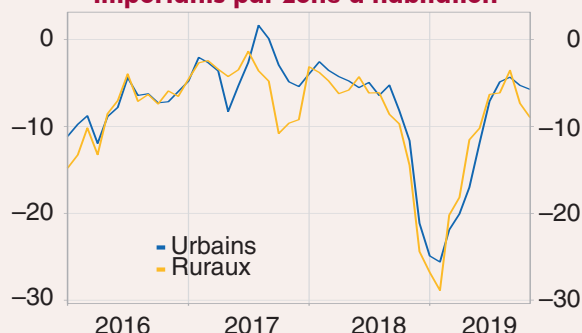
8 - Opportunité d'effectuer des achats importants par niveau de vie



9 - Situation personnelle future par zone d'habitation

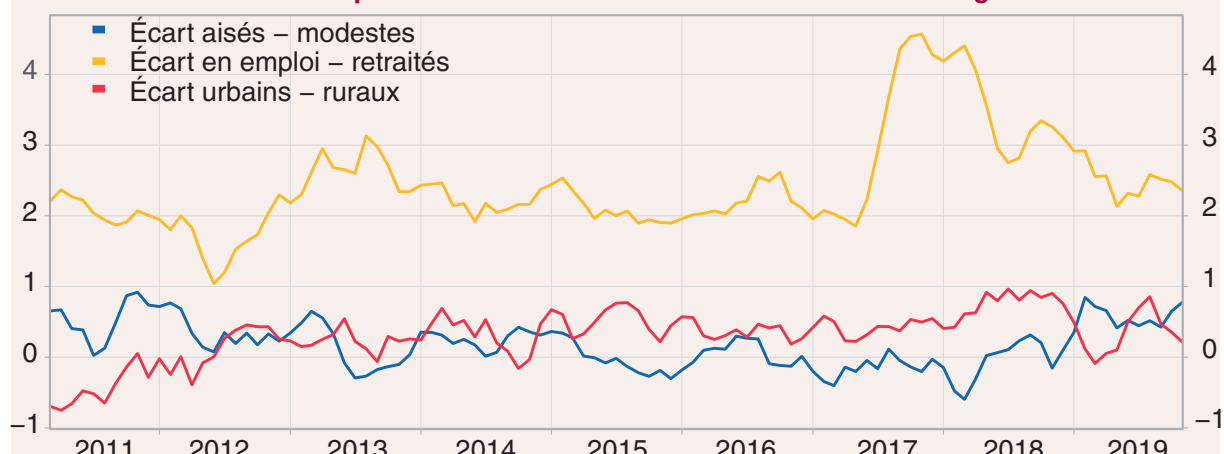


10 - Opportunité d'effectuer des achats importants par zone d'habitation



Note : Les soldes présentés sont issus d'une moyenne mobile sur trois mois.
Source : enquête Camme (Insee).

11 - Situation personnelle future : différence de soldes entre catégories



Lecture : Pour le statut d'activité, l'écart entre les ménages les plus optimistes (en emploi) et les plus pessimistes (retraités) est plus grand que pour le niveau de vie et la zone d'habitation, avec un pic en 2017-2018.

Note : Les soldes présentés sont issus d'une moyenne mobile sur trois mois.
Source : enquête Camme (Insee).

optimistes que les ménages modestes. L'écart entre ménages retraités et en emploi est particulièrement faible en 2018, mais semble réapparaître en 2019, les retraités redevenant plus optimistes quant à leur consommation que les ménages en emploi (*graphique 6*). Les évolutions de ce solde d'opinion pour les ménages ruraux et urbains sont quant à elles très proches (*graphique 10*).

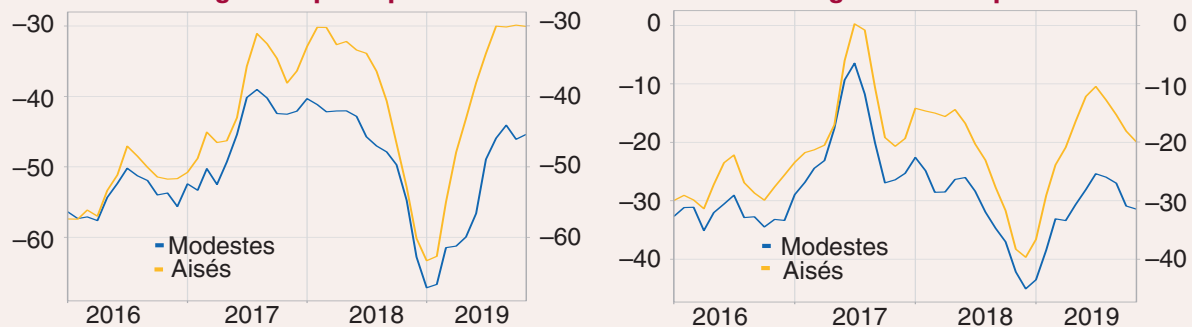
L'opinion des plus aisés sur le niveau de vie global en France a chuté en 2018 plus tardivement que celui des ménages modestes, avant de se redresser plus vigoureusement en 2019

Les enquêtes mensuelles de conjoncture de l'Insee interrogent par ailleurs les ménages sur leur

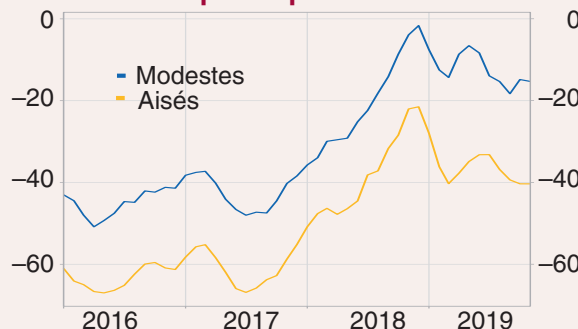
perception du niveau de vie en France, au cours des douze derniers mois et des douze prochains.

La décomposition par catégories de ménage ne montre à ce sujet guère de différences entre ménages en emploi et retraités, ni entre ménages urbains et ruraux. En revanche, la dégradation de l'opinion des ménages aisés sur le niveau de vie passé en France a été plus tardive en 2018 que celle des ménages modestes ; le rattrapage en 2019, quant à lui, a été plus rapide (*graphique 12*). Les évolutions du solde d'opinion sur le niveau de vie futur ont été similaires, même si la dégradation a commencé dès 2017 : l'écart entre ménages modestes et aisés a également augmenté récemment (*graphique 13*).

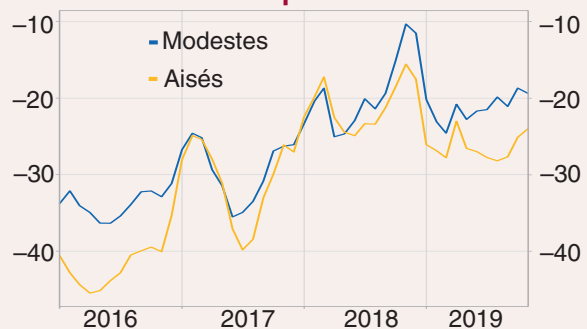
12- Niveau de vie général passé par niveau de vie 13 - Niveau de vie général futur par niveau de vie



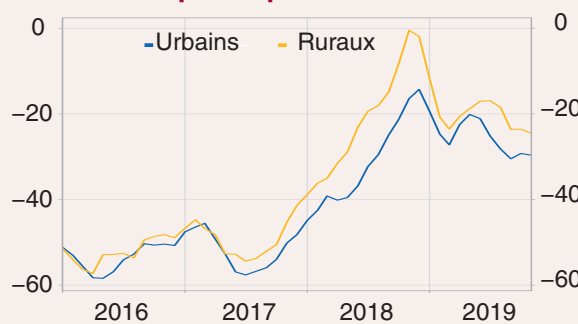
14 - Prix passés par niveau de vie



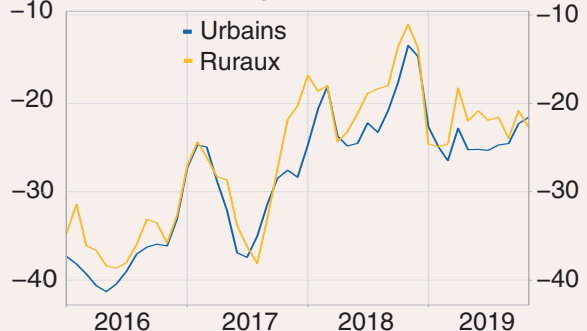
15 - Prix futurs par niveau de vie



16 - Prix passés par zone d'habitation



17 - Prix futurs par zone d'habitation



Note : Les soldes présentés sont issus d'une moyenne mobile sur trois mois.
Source : enquête Camme (Insee).

Opinion sur les prix : quelques écarts selon le niveau de vie et la zone d'habitation

Enfin, les ménages sont interrogés sur leur perception de l'évolution des prix, au cours des douze derniers mois et des douze prochains.

La décomposition par catégorie montre des évolutions faiblement différenciées par statut d'activité. Les ménages modestes perçoivent une augmentation plus forte des prix passés que les

ménages aisés ; c'est aussi le cas, dans une moindre mesure, pour les prix futurs. Pour les deux soldes, l'écart s'est creusé en 2019 (*graphiques 14 et 15*). La différence de soldes par zone d'habitation a aussi augmenté en 2018, puis, après une résorption passagère, en 2019 (*graphique 16*). L'opinion des ménages urbains et ruraux n'est cependant pas revenue au niveau très haut de 2018, sans doute liée à la hausse, à l'époque, des cours du pétrole. ■

Annexe 1

Les enquêtes de conjoncture auprès des ménages

Les enquêtes de conjoncture auprès des ménages (Cammé) interrogent par téléphone un échantillon d'environ 2 000 ménages, pendant les trois premières semaines de chaque mois. Les soldes d'opinion sont calculés comme la différence entre la part de réponses positives (+) et celle de réponses négatives (-).

Ces enquêtes contiennent des informations socio-démographiques qui permettent de calculer des soldes par catégories de ménages. Ainsi, les ménages modestes (resp. aisés) sont ici définis comme ceux qui disposent d'un revenu par unité de consommation inférieur (resp. supérieur) à la médiane des revenus par unité de consommation dans l'enquête. En raison des tailles d'échantillon, le niveau de vie par quintile n'est pas distingué, comme cela pourrait être pertinent pour étudier l'impact du dégrèvement de taxe d'habitation. Seule la médiane, c'est-à-dire le niveau de vie pour lequel la moitié des ménages a un niveau de vie inférieur, est retenue.

Par ailleurs, la délimitation entre communes rurales et urbaines est définie d'après le code officiel géographique au 1^{er} janvier 2018. L'unité est dite urbaine lorsque la commune du ménage appartient à une unité urbaine de plus de 2000 habitants.

Les questions mobilisées pour cette étude sont les suivantes :

<p>Situation personnelle future : <i>Pensez-vous que, au cours des douze prochains mois, la situation financière de votre foyer va...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> nettement s'améliorer (+) un peu s'améliorer (+) rester stationnaire un peu se dégrader (-) nettement se dégrader (-) 	<p>Opportunité d'achats importants : <i>Dans la situation économique actuelle, pensez-vous que les gens aient intérêt à faire des achats importants ? (meubles, électroménager, matériels électroniques ou informatiques) ou, le moment est plutôt favorable (+) ou, le moment n'est ni favorable, ni défavorable ou, le moment est plutôt défavorable (-)</i></p>
<p>Niveau de vie passé en France : <i>À votre avis, au cours des douze derniers mois, le niveau de vie en France, dans l'ensemble...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> s'est nettement amélioré (+) s'est un peu amélioré (+) est resté stationnaire (-) s'est un peu dégradé (-) s'est nettement dégradé (-) 	<p>Niveau de vie futur en France : <i>À votre avis, au cours des douze prochains mois, le niveau de vie en France, dans l'ensemble, va...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> nettement s'améliorer (+) s'améliorer un peu (+) rester stationnaire (-) se dégrader un peu (-) nettement se dégrader (-)
<p>Prix passés : <i>Trouvez-vous que, au cours des douze derniers mois, les prix ont...</i></p> <ul style="list-style-type: none"> fortement augmenté (+) modérément augmenté un peu augmenté (-) stagné (-) diminué (-) 	<p>Prix futurs : <i>Par rapport aux douze derniers mois, quelle sera à votre avis l'évolution des prix au cours des douze prochains mois ?</i></p> <ul style="list-style-type: none"> la hausse va être plus rapide (+) la hausse va se poursuivre au même rythme la hausse va être moins rapide (-) les prix vont rester stationnaires (-) les prix vont diminuer (-)

Annexe 2

Modèle économétrique (régression logistique)

On étudie les déterminants de la réponse favorable (plutôt que défavorable) pour le solde sur la situation personnelle future. Le modèle retenu est celui incluant les différentes variables socio-démographiques, une indicatrice pour la période entre juillet 2017 et septembre 2018, et un effet croisé entre celle-ci et le statut d'occupation.

Six effets croisés ont été testés entre indicatrices de période (juillet 2017-septembre 2018 et octobre 2018-mars 2019) et de la catégorie de ménage (statut d'activité, niveau de vie et zone d'habitation). Les effets croisés incluant le niveau de vie et la zone d'habitation n'étaient significatifs pour aucune des deux périodes. Celui entre la seconde période et le statut d'activité n'est pas le plus significatif: on atteint à peine une significativité sous le seuil des 5 %, laquelle est de plus remise en cause dès que l'on modifie à la marge le nombre de mois inclus. On retient donc uniquement l'effet croisé entre la première période et le statut d'activité, qui est très significatif, sous le seuil des 0,01 %. C'est aussi le cas des variables socio-démographiques. ■

Tableau 1: Régression logistique des réponses favorables (plutôt que défavorables) au sujet de la situation personnelle future

Variables explicatives	Effet (rapport de chances) et significativité
Sexe	
Femme	Réf.
Homme	1,50***
Âge	
Moins de 30 ans	4,09***
Entre 30 ans et 44 ans	2,36***
Entre 45 et 59 ans	Réf.
Entre 60 et 74 ans	0,50***
Plus de 75 ans	0,36***
Niveau de vie	
Modeste	Réf.
Aisé	1,27***
Zone d'habitation	
Rurale	Réf.
Urbaine	1,13***
Statut d'activité	
En emploi	Réf.
Retraité	0,64***
Retraité x (juillet 2017 à septembre 2018)	0,61***
Autre	1,14***
Autre x (juillet 2017 à septembre 2018)	0,95
Période	
Reste de la période	Réf.
Juillet 2017 à septembre 2018	1,48***
Constante	
Nombre d'observations : 63 468	
Période d'estimation : janvier 2011 à novembre 2019 (données mensuelles)	
Pseudo R2 : 14 %	

Lecture : un répondant de moins de 30 ans a 4,09 fois plus de chances de répondre selon une modalité favorable à la question sur la situation personnelle future qu'un répondant d'un ménage ayant par ailleurs les mêmes caractéristiques mais dont l'âge serait compris entre 45 et 59 ans. Ce rapport de chance estimé est significativement différent de zéro au seuil de 0,01 %.

Source : Insee, enquête Camme. Calculs Insee

Bibliographie

Arion G., Beatriz M., Leclair M., Morer N., Sueur E. (2019) « Inflation perçue, inflation mesurée : des différences par catégories de ménages ? », *Note de conjoncture*, mars 2019, Insee.

Beatriz M., Laboureau T., Billot S., (2019) « Quel lien entre pouvoir d'achat et consommation des ménages en France aujourd'hui ? Une analyse par catégorie de ménages et par fonction de consommation », *Note de conjoncture*, juin 2019, Insee.

« Que disent les ménages sur leur perception des évolutions de leur niveau de vie dans les enquêtes de conjoncture ? », *Note de conjoncture*, décembre 2018, Insee. ■